

Edito

Solidarité et résilience

Quel est le point commun des projets menés par notre ONG au Rwanda, au Burundi et en République démocratique du Congo?

A la différence d'autres approches de développement, la stratégie utilisée par ADA (largement inspirée de la philosophie d'ATD Quart-Monde) ne se base pas uniquement sur les formations et l'apport de biens matériels aux familles très vulnérables. Notre méthode encourage des familles pauvres bénéficiaires du projet à s'organiser en groupements solidaires.

Les réunions de ces groupements sont pilotées par les assistantes sociales qui prônent le dialogue et l'entraide entre les familles bénéficiaires voisines. La cohésion sociale se renforce peu à peu, jusqu'au développement de véritables communautés solidaires, espaces d'échange et de médiation, où s'organisent les actions de solidarité, véritable ciment du système (labourer pour un bénéficiaire affaibli ou malade, aider à la construction d'une maison pour une famille sans-abri, visiter un voisin hospitalisé, organiser une tontine pour payer des frais de scolarité,...).

Un rapport d'ATD Quart Monde résume parfaitement les bénéfices de ces communautés solidaires : «Des familles vivant dans une extrême pauvreté décident d'unir leurs forces et leurs voix pour changer leur situation de misère, en vue de recouvrer leurs droits et leur dignité, et s'entraider à reprendre confiance en elles-même, travailler, lutter contre la pauvreté et l'exclusion, s'exprimer et pouvoir relever la tête.

L'approche vise à éveiller les personnes démunies à reprendre confiance en elles-mêmes, à sortir de

la culture de l'impuissance et de l'attentisme, et à mener des activités de solidarité, selon le constat que la misère est tellement destructrice qu'il faut « être ensemble » et se donner le droit d'espérer, et selon le principe que «l'union fait la force ».

Nous avons pu constater l'impact de cette approche sur la capacité de résilience de nos bénéficiaires. Habitées de cette solidarité, d'une nouvelle force intérieure, et d'une fierté recouvrée, ces familles pourront désormais s'appuyer sur une plus grande confiance en elles et compter sur l'aide des membres de leur communauté pour continuer à avancer en cas de nouvel accident de vie.

Nos bénéficiaires ont fait face à des conflits meurtriers, à des bouleversements sociaux, politiques ou économiques majeurs. Le chemin vers la confiance en soi et en l'autre est encore difficile mais, comme vous le révèleront les pages de ce numéro spécial, il demeure formidablement prometteur.

Pour mener à bien ces projets, la force de notre ONG réside elle-aussi sur la solidarité d'un groupe, le vôtre.

Merci à nos bénévoles pour leur temps et leur dévouement. Merci à nos sympathisants pour leur amicale présence à nos événements. Merci à nos donateurs pour leurs généreuses contributions financières.

Merci à tous pour votre solidarité.



Co-réalisé par ADA et son partenaire DEVI, ce projet, mené de janvier à décembre 2017, visait à améliorer la sécurité alimentaire sur la commune de Bukeye au Nord de la province de Muramvya (Nord-Ouest du Burundi).

Les bénéficiaires sont les membres de 56 pré-coopératives, à savoir 1461 ménages et leurs familles (en moyenne 4,8 personnes par famille) soit un total de plus de 7000 bénéficiaires directs.

La population du Burundi, pays tristement classé par le FMI dans le tiercé des pays les plus pauvres du monde, est essentiellement rurale et tire ses moyens de subsistance d'une agriculture d'autosuffisance alimentaire. Au vu de la forte densité de la population, l'agriculture et l'élevage, qui occupent plus de 90% de la population, connaissent d'importants problèmes issus de l'exiguïté des exploitations agricoles et de l'insuffisance des rendements.

Le programme avait pour objectif de renforcer et d'organiser efficacement les précoopératives sous-collinaires en vue d'accroître la solidarité et les services offerts aux membres (tontines, accès aux terres cultivables, diversification et augmentation de la rentabilité des cultures, activités solidaires, amélioration en matière d'hygiène et de santé,...).

Des résultats probants

Amélioration de la fonctionnalité des précoopératives

Le taux de fonctionnalité des pré-coopératives a pu être déterminé grâce à une grille de cotation mise au point par DEVI, notre partenaire local. Cette grille prend en compte de nombreux critères, tels que :

- Le nombre de plants d'agroforestiers, de fourragers et de fruitiers implantés au niveau de chacune des coopératives ;
- Le potentiel financier dégagé (location de terres, achat d'engrais et de semences, constitution des caisses de solidarité, ouverture d'un compte commun, ...);
- Le fonctionnement institutionnel des pré-coopératives (existence de statuts et d'un règlement d'ordre intérieur, conformité à la législation, gestion financière saine, ...);
- Le degré d'initiative et d'autonomie des groupements (initiatives privées, remboursement des fonds de roulement, commercialisation des productions, ...).



Préparation des pépinières

Grâce aux nombreuses sensibilisations/formations sur la vie et les principes coopératifs et à l'encadrement continu des membres des pré-coopératives par l'équipe du projet (chargée de projet, agronomes, assistant social et encadreurs agronomes de base), le taux de fonctionnalité des pré-coopératives est meilleur que ce que nous avions envisagé. En effet, nous prévoyions un taux de fonctionnalité de 33%, or nous sommes, en fin de projet, à un taux de 48,2%.

Un dispositif efficace d'appui-conseils de proximité a été mis en place au sein des pré-coopératives

35 Encadreurs-Relais (ER) ont été choisis de façon participative parmi les bénéficiaires qui semblent le mieux assimiler les différentes formations/sensibilisations dispensées. Ils jouent donc un rôle essentiel en matière de suivi et d'appui-conseils.

Cette approche de responsabilisation et d'appropriation des activités par les groupes bénéficiaires constitue un élément important pour la réussite des activités, la cohésion des groupes et surtout la pérennisation des actions.

Les pépinières ont été renforcées et fournissent des plants fourragers, fruitiers et potagers aux membres des groupements coopératifs

Au total, 165 658 plants ont été multipliés dans les 54 pépinières, répartis en plans fruitiers, agroforestiers, plantes fourragères et cultures potagères.

Outre les terrains mis en commun au niveau des pré-coopératives, tous les membres ont également bénéficié de plants à destination de leurs parcelles familiales.

En fin de projet, tous les membres des précoopératives ont accès à 4 types de cultures différentes composées de plants fruitiers, agro-forestiers, de plantes fourragères et de cultures potagères.

Les actions de solidarité sont un succès

L'accompagnement psychosial mis en place par le RECOABU a pour objectif de retisser des liens entre les membres des précoopératives et, au-delà, d'amener une réflexion sur le vivre ensemble dans une société éclatée par les horreurs d'une guerre interminable.

C'est pourquoi, le projet combinait des activités de développement et des actions de solidarité. En un an à peine, une véritable solidarité s'est créée et s'étend déjà au-delà des pré-coopératives, profitant également aux voisins et aux connaissances.

Une majorité des bénéficiaires appliquent correctement les thèmes appris en matière d'hygiène et de nutrition

Des formations/sensibilisations sur les thèmes de l'hygiène et de la nutrition ont été dispensées. Une enquête menée auprès des ménages bénéficiaires a permis de déterminer que 80% d'entre eux ont assimilé et appliquent correctement les thèmes appris.

En matière d'hygiène, l'accent a été mis sur l'hygiène corporelle et l'aménagement de latrines dans chaque famille.

Conclusion

Le projet RECOBU a permis, en peu de temps, d'améliorer visiblement les conditions de vie des bénéficiaires. Mais, au-delà des activités de développement, ce type de projet semble répondre à un besoin profond d'une population en recherche de pacification et de vivre ensemble.



Séance de formation

En effet, dans un pays marqué par les traumatismes des guerres et les troubles de ces dernières années, nous avons constaté au fil des mois, que la solidarité entre les membres n'a cessé de s'accroître. Les bénéficiaires ont été exceptionnellement réceptifs aux sensibilisations dispensées sur le thème de la solidarité et ont complètement adhéré au principe. La démonstration la plus évidente de cette réussite est le succès rencontré par la mise en commun des terres. Les membres des pré-coopératives ont vite compris que si ils voulaient que les activités du projet RECOABU leur soient bénéfiques, ils devaient agir ensemble et non individuellement. Cette solidarité s'est même étendue, de manière totalement altruiste, à des voisins non membres des précoopératives bénéficiaires.



Le programme de Lutte Intégrée contre la Vulnérabilité et l'Exclusion (LIVE) a débuté en janvier 2017. Il vise à améliorer durablement le bien-être ainsi que la sécurité alimentaire et économique de 1203 ménages de petits agriculteurs rwandais très vulnérables (soit environ 5.700 personnes).

La zone d'intervention choisie se situe dans les districts de Nyamagabe et de Huye, Province du Sud, l'une des régions les plus pauvres du Rwanda.

La stratégie retenue vise à réduire la précarité des bénéficiaires en renforçant, d'une part, leurs capacités individuelles (en termes de compétences techniques, de moyens de production, de confiance et d'intégration sociale) et, d'autre part, leur organisation en coopératives réellement fonctionnelles, capables d'offrir des services adéquats à leurs membres et de les appuyer par des mécanismes de solidarité.

Les actions du projet visent :

- à augmenter et à diversifier les productions animales et végétales des exploitations familiales et, par ce fait, à en améliorer les revenus ;
- à renforcer l'empowerment des bénéficiaires du projet afin qu'ils retrouvent estime de soi et confiance en eux.

Le projet vise à une prise en compte la plus holistique possible des problèmes rencontrés par ces ménages en situation de grande précarité.

Les actions conduites peuvent être regroupées en 4 grandes catégories :

- les actions de nature psychosociale qui visent à faire sortir les ménages de leur isolement et à leur permettre de recouvrer leur dignité (153 réunions, 492 actions de solidarité, tontines, 2280 visites à domicile en accompagnement psychosocial rapproché, travaux communautaires...);
- les actions visant la sécurité alimentaire et la génération de revenus (crédit rotatif bétail, travaux de lutte anti érosive, intensification et diversification des productions végétales et animales, augmentation des superficies agricoles par la location ou l'octroi de parcelles cultivables pour les groupements pré-coopératifs...);
- l'éducation (santé et hygiène, éducation nutritionnelle, culture de la paix...) et le renforcement des compétences (en techniques agricoles et d'élevage ...) : 49 réunions de sensibilisation, 13 séances de formation théorique, 29 sessions de formation/ démonstration;
- la structuration progressive des bénéficiaires en groupements solidaires, puis en pré-coopératives et, enfin, en coopératives. Ce volet inclut les renforcements du niveau organisationnel (vie et principes coopératifs, gestion, services aux membres...).

Toutes ces actions sont soutenues par un suivi et des appuis-conseils de proximité (Encadreurs-relais et accompagnateurs so-ciaux) et par des actions de plaidoyer des responsables du projet auprès des instances locales (obtention d'intrants et de matériaux, de parcelles dans les marais...)



Vestine, membre d'une coopérative

Les compétences de l'équipe projet ont été renforcées.

Le fait de renforcer systématiquement et directement l'équipe projet (formations aux droits humains et à l'accompagnement psyschosocial des personnes traumatisées) plutôt que de faire appel à des formateurs extérieurs permet aux assistantes sociales et aux agronomes de maîtriser l'encadrement des bénéficiaires. C'est alors en « tapant sur le clou » que l'équipe projet parvient peu à peu à s'assurer de l'appropriation de l'ensemble des thèmes appris par une population très vulnérable parfois rétive aux changements.



La gestion des déchets représente un défi majeur pour les villes des pays en développement où, avec des moyens financiers limités, les municipalités doivent faire face à des quantités croissantes de déchets. Kinshasa, la capitale de la République Démocratique du Congo, n'échappe pas à cette règle et étouffe sous les déchets. En effet, la ville a connu une explosion démographique, une croissance des activités urbaines et une extension territoriale anarchique.

L'enjeu du présent projet, débuté en janvier 2017, consiste à développer un système de gestion d'une partie de ces déchets (les sachets plastiques) à faible coût mais à haute intensité de main-d'œuvre peu qualifiée, tout en limitant au maximum les impacts sur la santé humaine et l'environnement.

3 filières artisanales spécialisées dans les opérations de récupération et de recyclage des déchets plastiques ont été mises en place. Les déchets pris en compte sont ceux issus de l'utilisation massive des sachets plastiques qui jonchent les rues de la commune de Bandalungwa. Les sachets plastiques sont ensuite transformés en pavés auto-bloquants, grâce à un mixeur mis au point par *ingénieurs sans frontières* (I.S.F), notre partenaire technique.

Instabilité politique

Le projet a connu quelques retards au démarrage en raison des évènements politiques en RDC fin 2016, et qui perdurent encore aujourd'hui.

L'instabilité politique actuelle affecte toujours la sécurité des personnes et des biens. Pour atténuer ce risque, nous mettons un accent particulier sur la responsabilisation de la Commune et sur l'appropriation du projet par les bénéficiaires, notamment, en impliquant le plus possible la population des quartiers où nous travaillons.

Résultats attendus

 Développement d'un réseau de collecte et de tri des déchets fonctionnel et rentable pour assurer des emplois durables à destination d'une maind'œuvre peu qualifiée;



Production des premiers pavés autobloquants

 Commercilisation de pavés autobloquants de qualité vendus à un prix rentable et concurrentiel grâce à des unités de recyclage de sachets plastiques fonctionnelles et rentables; Mise en place d'actions d'information, de sensibilisation et de communication environnementales afin de contribuer au changement des comportements des ménages et à l'implication efficace des autorités communales dans l'assainissement de la zone d'action du projet.

Durabilité financière

La rentabilité et l'autonomie financière des filières reposeront sur la commercialisation des pavés auto-bloquants.

Durant cette dernière décennie, Kinshasa a connu un développement impressionnant du secteur de la construction, secteur qui inclut d'office le besoin en pavés utilisés pour les constructions extérieures (cours, allées, terrasses, trottoirs, avenues, garages...)

Les mixeurs élaborés pour la fabrication des pavés autobloquants sont prévus pour de petites productions locales et permettent une production de 100m2 par mois afin que cette technique simple et efficace reste à la portée d'opérateurs/ artisans peu qualifiés.

Durabilité sociale

Par les différentes formations et sensibilisations prévues (savoir-faire, savoir-être, santé, environnement ...), le projet a pour objectif de transformer les acteurs des filières en communautés solidaires durables, capables de s'affirmer en tant que groupement aux niveaux social, économique et institutionnel.

À cet égard des actions de solidarité, des tontines, des cours d'alphabétisation, entre autres, sont prévus.

L'impact attendu des campagnes de sensibilisation est la conscientisation de la population à la gestion des déchets et son implication dans l'effort d'assainissement de la commune. Les formations et sensibilisations concerneront aussi les autorités municipales, l'objectif étant de les convaincre de poursuivre cette politique après la fin du projet.

Seul un engagement fort et durable des autorités concernées sera en mesure de restaurer la confiance d'une population rendue méfiante par les manquements d'un pouvoir affaibli et corrompu.

Replicabilité

Un rôle majeur sera joué, en matière de réplicabilité, par les 5 artisans, issus de différentes communes de Kinshasa, qui auront été formés à la construction du mixeur. Il leur sera demandé, dans un premier temps, de construire ou superviser la construction de nouveaux mixeurs dans d'autres zones et, dans un second temps, de former eux-mêmes de nouvelles personnes à la construction de ces machines.



Mixeur actionné par un vélo

Rapport financier 2017

Résultats financiers transparents

Pour notre ONG, la transparence financière est essentielle. Les donateurs doivent avoir la possibilité de contrôler ce que ADA fait de leur argent. C'est pourquoi, il nous semble primordial de vous présenter un compte-rendu des résultats financiers de notre association. Les comptes annuels sont établis par le contrôleur de gestion, vérifiés par le responsable financier, contrôlés par un réviseur d'entreprises agréé, puis approuvés par l'assemblée générale annuelle.

Sur base des contrôles effectués par le SPF Finances, notre ONG a le droit de délivrer des attestations fiscales, conformément à l'article 104.4 du code civil relatif à l'impôt sur le revenu de 1992. Grâce à ces contrôles internes et externes, ADA peut garantir que, sur base annuelle, au moins 80% de ses revenus sont directement attribués aux projets de développement. Vous désirez plus d'informations ? N'hésitez pas à nous contacter.

Dilan	(ahiffmas	consolidés)
KIIAN	contitres	consolidest

2017

Comptes de résultats (chiffres consolidés)

2017

Actif	196 796 €
Immobilisations incorporelles	0 €
Immobilisations corporelles	0€
Immobilisations financières	0€
Stock	2 487 €
Créances à un an ou plus	137 730 €
Liquidités	52 396 €
Comptes de régularisation	4 183 €

Revenus	459 444 €
Subsides institutionnels (1)	270 469 €
Subsides privés et dons liés (2)	96 544 €
Subsides à l'emploi (Maribel)	35 294 €
Subsides à la formation	2 614 €
Dons privés (particuliers / entreprises)	51 366 €
Autres revenus et produits financiers	3 157 €

Passif	196 796 €
Subsides en capital	0 €
Réserves disponibles	0€
Résultat cumulés	30 677 €
Dettes à plus d'un an	20 000 €
Dettes à un an au plus	30 590 €
Comptes de régularisation	115 529 €

Dépenses	459 418 €
Projets - Subsides	256155 €
Projets - Fonds propres	22996 €
Jumelages	30815€
Micro-projets	95663 €
Frais de fonctionnement du siège	
Communication et récolte de fonds	14942 €
Frais de Fonctionnement	8848 €
Frais de formation	2685 €
Frais de bénévolat	1750 €
Frais de personnel	24890 €
Amortissements	25 €
Autres charges et frais financiers	649 €
Boni/Mali	25 €
Financement des projets	405 628 €
Frais de fonctionnement du siège	53 790 €
Pourcentage des dépenses affecté aux projets	88 %

(1) DGD/WBI/Communaux

(2) CNCD/Jumelages/Petits projets/Fondations



MERCI!!

Le 19 mars dernier, nous étions plus de 450 à nous être donné rendez-vous au W:Halll pour applaudir le oneman show de Kody.

Cette soirée, placée sous le signe de l'humour et de la bonne humeur, nous a permis de récolter près de

10.000 euros pour la conduite de nos projets au Rwanda, en RDC et au Burundi. Une somme qui, par l'effet levier de nos bailleurs de fonds, nous assure une levée de fonds supplémentaire de 40.000 euros.

Merci à tous pour votre soutien et votre générosité!

LAMPE SOLAIRE MOBIYA

Le projet « Une lampe pour apprendre », soutenu par la Fondation Schneider Electric, permet aux enfants de faire leurs devoirs à la maison une fois le soleil couché. Robuste et mobile, la lampe solaire assure aussi le chargement de téléphones portables .



Cet été, profitez vous aussi des avantages de la lampe pour vos activités en plein air et soutenez, par votre achat, l'éducation des enfants en Afrique.

Commandes:

par email : l.leflere@ada-zoa.org via le site : <u>www.ada-zoa.org</u>

Soutenez nos actions

1 € de don = 5 € pour nos projets.

Vos dons sont valorisés et multipliés grâce à l'effet « levier » qu'offre la formule de cofinancement des bailleurs de fonds tels que la DGD, la Région wallonne ou la Commission européenne. Auto-Développement Afrique vous garantit que, sur base annuelle, au moins 80% de ses revenus sont directement attribués à ses projets de développement.

Compte: 310-1186157-30

Vous êtes convaincu(e) par nos actions? Pour nous assurer votre soutien à long terme quel que soit le montant de votre don, nous vous invitons à choisir la formule de l'ordre permanent. De plus, les dons qui, au total, s'élèvent à un minimum de 40€ dans le courant de la même année sont déductibles fiscalement. Je désire recevoir la newsletter de l'asbl « Auto-développement Afrique ».

Envoyez ce message à <u>info@ada-zoa.org</u> pour recevoir régulièrement par e-mail les informations sur les actions de notre association.

Trimestriel « Nouvelles de A.D.A. »

Rue Driesbos 32 - 1640 Rhode -St Genèse

Téléphone : 02 540 80 22 E-mail : <u>info@ada-zoa.org</u>

www.ada-zoa.org



Compte 310-1186157-30 **IBAN** BE15 3101 1861 5730 **BIC** BBRUBEBB

Editeur responsable : Luce Leflere-Denays Rue du Long Chêne 64 - 1970 Wezembeek-Oppem